

L'ÉVOLUTION DU STATUT JURIDIQUE DES COOPÉRATIVES DE PRODUCTION AGRICOLE EN HONGRIE

Le caractère «d'entreprises» des coopératives de production agricole

MARTA SÜVEGES

Dans l'économie nationale hongroise les coopératives de production agricole occupent une place très importante.

Il est connu, qu'à l'heure actuelle tant les textes législatifs, que la théorie économique et juridique comprennent aussi les coopératives de production agricole dans la notion d'entreprise.

Il faut souligner que le caractère d'entreprise des coopératives s'est développé graduellement pendant des trois dernières décennies.

Il faut distinguer, pour cette évolution, trois étapes. La première étape commence au début des années 50 et dure jusqu'à 1967, année de l'introduction de la réforme économique et de la grande loi sur « la coopérative de production agricole » (loi № III de l'année 1967). La deuxième période va jusqu'à l'année 1977, qui a été marquée par le décret-loi № 9 de l'année 1977 portant des modifications à la loi № IV de l'année 1967. La troisième période, actuellement en cours, est marquée par le décret de l'année 1984 portant sur « le statut juridique des entreprises d'État », qui donne la possibilité aux entreprises moyennes et petites d'opter pour le système de gestion interne semblable à celui des coopératives; toutefois, les travailleurs ne peuvent devenir propriétaires de leurs entreprises.

I. Première étape. Dans celle-ci, les coopératives de production agricole diffèrent beaucoup des entreprises d'État, que ce soit au niveau économique ou au niveau juridique.

1. Pour accomplir les tâches économiques de la période de reconstruction, l'État dispose d'entreprises dans le domaine de l'industrie; dans celles-ci, en vue d'exécuter ses tâches décidées par le plan central, l'entreprise gère de façon autonome les biens qui lui ont été confiés par l'État propriétaire. Elle comptabilise les coûts des frais de production, enregistre le travail accompli par les employés et dispose des fonds nécessaires pour renouveler le matériel et assurer l'investissement. En tant que propriétaire, l'État dirige et contrôle directement l'activité de l'entreprise. Il soustrait la partie du revenu qu'il souhaite affecter à des tâches d'intérêt national et, en même temps, il garantit aux travailleurs, qui ne sont pas propriétaires des biens d'entreprise, un salaire mensuel et le droit à la sécurité et à la retraite.

2. En comparaison de cette entreprise d'État, la coopérative agricole n'est pas une entreprise proprement dite. Il est bien connu que, depuis les années dites du tournant, dans tous les pays de l'est, l'objectif était de mettre en application la politique d'industrialisation socialiste. Le capital et la main-d'œuvre ne pouvaient donc, à cette époque, être obtenus qu'à partir de l'agriculture. Le moyen de réaliser « l'accumulation primitive socialiste » dans les années 1949 à 1967 était donc l'organisation de l'agriculture dans le cadre des coopératives de production agricole. L'objectif de la réorganisation socialiste de l'agriculture par la coopérative en commun était de supprimer l'exploitation des petits paysans basée sur la propriété foncière afin que puissent être créées les conditions pouvant permettre de réaliser une production agricole par de grandes exploitations.

En effet, la caractéristique des coopératives de production agricole de cette époque était qu'elles ne disposaient pas des moyens de production nécessaires à ce qui est requis pour une grande exploitation.¹

La conception idéologique qui régnait à cette époque était que la propriété coopérative était d'un niveau inférieur, politiquement et économiquement, à la propriété d'État. En conséquence, jusqu'à la fin des années 50, les coopératives agricoles ne pouvaient devenir propriétaires de la terre, qui appartenait formellement aux paysans, et pas davantage des machines agricoles, qui appartenaient aux stations de machines. Même si les conditions idéologiques avaient permis aux coopératives agricoles d'être propriétaires des moyens de production, ces dernières n'auraient pas été capables de les acquérir à cause de la disproportion existant entre le niveau des prix en agriculture et dans l'industrie. À l'époque que de la livraison obligatoire, les prix des produits agricoles fournis à l'État ne couvraient même pas les prix de revient, alors que les prix industriels étaient très élevés. Alors que, théoriquement, la main-d'œuvre était abondante dans les coopératives, le nombre des actifs diminuait de 1949 à 1967 d'environ 35%. Encore la main-d'œuvre était trop souvent de mauvaise qualité. Tout cela s'explique par l'absence d'obligation d'emploi dans la coopérative et le fait que le prix des travaux effectués par les membres n'ait pas été garanti. D'autant plus qu'on ne pouvait parler de rémunération dans les coopératives de production agricole puisque la rémunération du travail ne pouvait être comptabilisée comme frais de production. En effet, les coopérateurs n'avaient pas droit à un salaire. Les coopératives devaient d'abord acquitter l'impôt, satisfaire à une obligation de livraison à l'égard de l'État et rembourser les emprunts consentis par lui. Seules les sommes restantes pouvaient être réparties entre les membres. Nous avons vu cependant que la politique des prix était telle que, trop souvent, il n'y avait aucun revenu.

Cette forme de la participation au revenu appelée « principe du reste » C'était « le principe du reste »² qui s'exprimait la position de propriétaire des membres des coopératives de production agricole.

Cette position de propriétaire de groupe avait été catégoriquement soulignée par la réglementation du droit des coopératives, par la théorie de l'économie et du droit. La presse économique et politique s'occupant

des coopératives de production avait pour ainsi dire suggéré à l'opinion publique politique les corrélations existant entre les décisions de propriétaire autonomes prises par les membres coopératives de production agricole et des risques pour les résultats de l'exploitation de celles-ci. Cette corrélation est contenue d'une manière fort illustrative par la disposition du décret-loi N° 7 de l'an 1959 sur les compétences et attribution des assemblées générales.

C'était l'assemblée générale, composée de l'ensemble des membres, qui prenait formellement toutes les décisions propres à la gestion économique des coopératives. Quelles étaient les décisions prises par les membres à l'assemblée générale qui leur donnaient cette « qualité de propriétaire ».

Ces décisions étaient les suivantes :

- l'adoption ou la modification du plan de production et du budget comprenant les recettes et les dépenses, ainsi que les comptes de clôture ;
- la décision au sujet de la conclusion ou de l'approbation des contrats plus importants ;
- Enfin la décision au sujet de la division du revenu, c'est-à-dire, décision sur le support des pertes de la coopérative par les membres.

Dans cette troisième décision « de propriétaire » les deux premières ont été prises indirectement par l'État, quant à la troisième, la question de savoir qui supportera la perte, c'était véritablement les membres de coopérative.

Plus le prélèvement par l'État de bénéfices des coopératives agricoles était important, plus l'intervention indirecte sur la gestion interne était grande, plus grande était la différence juridique entre la coopérative de production agricole et d'entreprise d'État. Le statut juridique classique des coopératives agricoles semblait faire croire que les membres des coopératives étaient les propriétaires.

II. La deuxième étape commence en 1967 et dure jusqu'à 1977. La réforme du système de gestion économique entraîna une profonde modification du rôle et de la structure de la coopérative. L'idée fondamentale du nouveau système de gestion économique dite indirecte était qu'au lieu d'une gestion fortement centralisée, il fallait accorder plus d'autonomie de gestion aux entreprises. La modification du système entraîna une évolution identique des entreprises d'État et des coopératives qui se traduisit par le rapprochement des règles de fonctionnement interne. Les décisions de l'État n'étaient plus imposées, mais les entreprises étaient invitées à suivre les orientations souhaitées par l'autorité centrale du plan. Ce fut l'introduction du mécanisme de marché qui fit réaliser cette orientation. Tout d'abord, au niveau de l'agriculture, les prix à la production furent augmentés. En 1967, l'augmentation moyenne fut de 10% environ. Une deuxième mesure fut l'annulation des dettes des coopératives. Enfin, le domaine des activités des coopératives fut élargi. Par ailleurs, la notion de propriété foncière coopérative fut introduite. L'égalité de droit de la propriété coopérative et de la propriété d'État fut déclassée par la loi. La gestion coopérative se rapprocha insensiblement de celle de l'entreprise. Cela se manifesta également par l'apparition d'une comptabilité plus favorable. On trouvera désormais des comptes d'amor-

tissement. De plus, un fonds de participation fut ouvert. Il comprenait un fonds de rémunération du travail, compris dans les fais de production.

Il comprenait également un fonds de participation supplémentaire de fin d'année, qui avait comme but de rémunérer les membres en tant que travailleurs et propriétaires de la coopérative.³ Il fut également créé un fonds de roulement qui avait pour but d'assurer la modernisation de l'entreprise par l'achat d'outillage nouveau. Une autre innovation est apparue: ce fut la fixation d'un minimum d'horaire de travail pour les membres des coopératives. Ce minimum de travail obligatoire fut de 1 500 heures par an pour les hommes et 1 000 heures pour les femmes. Il fut reconnu un droit aux congés payés, un droit à la sécurité sociale et à la retraite. Les membres des coopératives de production agricole avaient des droits qui commerciaient à se rapprocher des droits revenant aux travailleurs d'entreprises d'État.

Cette évolution nous permet de remarquer que les membres des coopératives ont acquis le statut « d'ouvrier » et les avantages qu'il confère. Dans le même temps, ils sont restés cependant propriétaires: par l'institution de l'assemblée générale, ils conservent la direction de la gestion de la coopérative.

Le développement économique mentionné ci-dessus apportait très peu de changement à la structure juridique des coopératives de production agricole.

III. La troisième période de l'évolution des coopératives de production agricole va de 1977 à nos jours.

Le nouveau système de gestion économique avait un effet très positif sur la production agricole. La production augmenta rapidement: jusqu'à la mi-soixante, l'agriculture hongroise figura parmi les agricultures au développement le plus lent d'Europe. Sous l'effet de la réforme, l'agriculture hongroise passa dans le groupe des agricultures européennes au développement plus rapide. Le revenu brut des coopératives augmenta en fonction de l'augmentation du volume de la production. La croissance du revenu brut provoqua une croissance rapide du revenu des membres. Sous l'effet de la réforme économique, des différences se produisirent dans les revenus des différentes coopératives de production agricole. Le revenu des dirigeants des coopératives s'accrût particulièrement. En moyenne nationale il dépassa, à partir du début des années 1970, celui des directeurs des entreprises d'État. Ces différences de revenu susciterent des réactions politiques défavorables.

La réforme économique a été arrêtée dans la première moitié des années soixante-dix. Un décret des ministères du travail et de l'agriculture a institué un système de tarif des salaires pour l'ensemble des personnes travaillant dans le domaine agricole; alors qu'auparavant les coopératives de production agricole pouvaient établir une fourchette du montant des rémunérations en fonction de l'importance de la productivité de la coopérative.

Depuis l'application de ce décret, le système de rémunération des membres des coopératives est identique à celui des employés des entre-

prises d'État. De ce fait, le salaire des membres des coopératives de production agricole a été versé mensuellement et de manière fixe.

Une instruction importante a été portée en 1977 encore transformant le genre de la coopérative de production. On avait introduit un système de tarif de salaires auparavant n'étant obligatoire que, pour les entreprises d'État. Le droit des coopératives fixé par la loi était de déterminer individuellement chaque année le niveau de revenu personnel payable aux membres en fonction de la rentabilité de son exploitation. De ces fonds de bénéfices, chaque personnel des membres et la fructuosité de l'exploitation était un des moteurs de la production coopérative et de la démocratie. Ces nouvelles règles rendaient les principes de la participation des membres des coopératives de production au revenu identiques aux règles de la participation au revenu des travailleurs des entreprises de l'État. Cela veut dire que par le salaire aux membres des coopératives de production agricole cessa le port de risques propriétaire pour les résultats de l'exploitation des coopératives.

Les écarts substantiels s'effacent lentement entre les statuts des membres travaillent dans les coopératives de production agricole, ceux des employés des entreprises d'État. Le comportement du travailleur-propriétaire des membres a été remplacé par celui de salarié et ainsi l'indifférence et la rétention du travail gagne du terrain dans les coopératives de production.

On essaya de supprimer les différences intervenues dans les revenus des membres par une fusion des coopératives. On a fait fusionner les coopératives qui avaient une bonne rentabilité économique avec celles qui en avaient une médiocre. De 1973 à 1975, environ 500 coopératives disparurent à cause d'une fusion.

a) En conséquence, de la concentration et de la centralisation rapide ayant eu lieu dans l'agriculture, le code portant sur les coopératives de production agricole entré en vigueur en 1967 a été modifié à plusieurs reprises. Le système de l'administration démocratique a subi certains changements et dans le cadre des rapports ayant trait à la qualité de membre un fort décalage de proportion est intervenu quant au droit relatif à l'exécution du travail et dans le poids du groupe des obligations. La question se pose: en quelle mesure les modifications du code portant sur les coopératives de production agricole introduites jusqu'en 1977 ont-elles touché les objectifs originaux et les institutions juridiques fondamentales de la loi. La réponse est donnée automatiquement lorsque nous faisons une comparaison de la notion du code sur les coopératives de production agricole de 1967 au sujet de la coopérative de production agricole et de la notion décrite au décret-loi № 9 de l'an 1977 modifiant le code sur les coopératives de production agricole, de même de la notion de la loi sur les coopératives quant à la coopérative et les principes de base coopérative énumérés à la loi sur les coopératives.

La notion de la coopérative de production agricole selon la modification de la loi III de l'an 1967 par le décret-loi № 9 de l'an 1977.

Au cours de la modification de l'an 1977 le décret loi № 9 de l'an 1977 a reformulé le premier article de la Loi III de l'an 1967 qui fixait le but de la loi et l'article 3 qui contenait la notion de la coopération de production agricole.

Faisons une comparasion des deux réglementation: Le but de la loi selon le texte original de la loi III de l'an 1967 est comme suit: « Article 1^{er}. Pour encourager le développement du mouvement des coopératives de production agricole, en vue de satisfaire les besoins économiques et culturels des membres de la coopérative ainsi que les demandes de l'économie nationale, la loi fixe des regles favorisant l'accroissement du niveau de l'organisation des coopératives de production, le perfectionnement de leur direction démocratique et de leur gestion de type d'entreprise, et l'accomplissement de leurs tâches sociales. »

Na notion de la coopérative de production agricole est comme suit: « Article 3 (1) La coopérative de production est une grande exploitation agricole socialiste, créé par la libre association personnelle et patrimoniale des membres. Elle déploie ses activités

— à la base de la propriété cooperative, par la mise en application simultanée de l'exploitation collective et individuelle, avec le travail de ses membres,

— sous le régime de la démocratie coopérative,

— conformément aux intérêts de l'économie nationale,

— sa gestion ayant le même caractère que dans une entreprise, elle met en oeuvre l'unité social et l'éducation socialiste de la totalité des membres. »

Le décret-loi № 9 de l'an 1977 a reformulé ce qui a été décrit dans ce qui précède comme suit:

« Article 1^{er}. La loi, pour encourager le développement du mouvement des coopératives de production agricole, en vue de satisfaire les besoins de l'agriculture, ainsi que les besoins économiques et culturels des membres de la coopérative à un niveau plus élevé — tout en tenant compte de la Loi III de l'an 1971 portant sur les coopératives — définit les règles de droit qui favorisent le renforcement des traits socialistes des coopératives de production agricole, le développement continu de leur gestion d'entreprise effectué en accord avec les intérêts de la société, l'intensification de leur degré d'organisation, le développement de la démocratie coopérative, l'élargissement et l'approfondissement d'une coopération multilatérale réciproque et réalisée avec d'autres organes de gestion économique ».

« Article 3 (1) La coopérative de production est une grande exploitation agricole socialiste créée par la libre association personnelle et patrimoniale des membres, fondée sur le travail individuel effectué en commun qui fait partie de l'ordre social socialiste et qui déploie ses activités

— en accord avec les intérêts de l'économie nationale et les objectifs de la société;

— à la base de la propriété coopérative, par la mise en application simultanée de l'exploitation collective et individuelle,

- sa gestion ayant le même caractère que celle d'une entreprise, étant autonome et conforme au plan, faisant partie du système de la démocratie coopérative, elle met en oeuvre l'unité sociale de l'ensemble des membres et leur éducation socialiste. »

Le décret-loi № 9 de l'an 1977, au cours de la définition du but de la coopérative de production, place les intérêts de l'économie nationale avant les intérêts de groupe de la coopérative: de même il prévoit comme tâche le renforcement du caractère socialiste des coopératives de production.

Au cours de la définition de la notion de la coopérative de production agricole il met les intérêts de l'économie nationale et les objectifs de la société avant les signes de notion de la propriété coopérative et de la démocratie coopérative.

b) La multiplication du nombre des membres des coopératives fit décider la modification du statut juridique des coopératives par le décret-loi № 9 de l'année 1977. Une partie importante de la compétence de l'assemblée générale fut transférée à une « assemblée des délégués », qui pourrait être facilement manipulable par les dirigeants.

Le décret № 9 de l'année 1977 a créé des « assemblées de travailleurs » dans chaque secteur coopératif, alors que, précédemment, ces dernières n'existaient que dans les entreprises d'État. Ce qui a fait que le statut juridique des coopératives ressemble de plus en plus au statut des entreprises d'État. Somme toute, des décisions qui étaient auparavant prises par les propriétaires de la coopérative sont désormais prises par l'ensemble des travailleurs.

Les collectivités des lieux de travail sont des forums permettant un exercice direct de la démocratie coopérative, à leurs délibérations participent les membres, les employés, les membres de famille travaillant régulièrement à la coopérative et ils les disposent de droits indéniables au sujet des questions ayant trait au travail. Le système des collectivités de travail est déterminé par les statuts, en prenant en considération les unités organisationnelles du travail, dans le cadre des effectifs déterminés par la loi sur les coopératives (l'importance d'une collectivité ne peut être ni inférieure à 200 ni supérieure à 100 personnes).

Le dirigeant des délibérations des collectivités de travail convoque celles-ci fonction des besoins, mais au moins trois fois par an. Tous les membres de la collectivité du lieu de travail doivent être invités à la session. Les membres de la collectivité du lieu de travail qui sont membres de la coopérative élisent les délégués de l'assemblée des délégués et décident au sujet de toutes les questions ayant trait au travail ou à des prestations sociales qui sont renvoyées par des règles de droit ou par les statuts à la compétence de la collectivité.

En conséquence de ce que les délégués ne sont pas élus à l'assemblée générale — comme cela s'est fait jusqu'en 1977. — le délégué qui est élu par les membres appartenant à la collectivité du lieu de travail, ne fera plus prévaloir les positions de pouvoir de propriétaire de l'ensemble des membres de la coopérative de production, mais il représentera les intérêts

des travailleurs d'une collectivité de lieu de travail. Les délégués énonceront leur opinion et voteront en conformité avec les instructions qu'ils auront recues de leur collectivité de lieu de travail et non pas en conformité avec leur conviction formée au cours des débats. De cette manière l'assemblée des délégués se répartit en « assemblées de délégués partielles » qui jouent partquement le rôle de collectifs de lieux de travail.

Tout cela signifie donc que la démocratie de propriétaire de la coopérative de production s'est transformée en une démocratie du lieu de travail en une démocratie d'entreprise.

Et tout cela ne signifie rien d'autre que le pouvoir du propriétaire — la démocratie coopérative — a été remplacée par un droit « d'émettre son opinion » de « faire des propositions », « d'intervenir », « de prendre la parole » ces droits revenant aux travailleurs des entreprises d'Etat dans le cadre de la démocratie d'entreprise existant dans les entreprises de l'Etat, ceci a l'encontre de l'Etat propriétaire.

La question doit être posée, qui sont les personnes ou les organisations qui prennent les décisions dans les coopératives de production et au service de quels intérêts prennent-ils ces décisions?

En conséquence de l'industrialisation et de la fusion, la gestion des coopératives de production a dépassé le cadre coopératif. Les coopératives ont établi les unes avec les autres et avec les organes de l'Etat des relations économiques dépassent même les limites des divers districts. Par conséquent, les intérêts « territoriaux » font successivement passer à l'arrière-plan les intérêts de groupe de l'ensemble des membres des coopératives de production.

c) A cette évolution s'ajoute une transformation du statut juridique des entreprises d'Etat. Un décret de l'année 1984 classe les entreprises d'Etat en grandes, moyennes et petites et donne la possibilité aux entreprises moyennes et petites d'opter pour le système de gestion interne semblable à celui des coopératives; toutefois, les travailleurs ne peuvent devenir propriétaires de leurs entreprises.

NOTES

¹ Il est assez difficile de présenter par des chiffres l'approvisionnement non adéquat des coopératives en moyens de production, bien qu'on essaie le faire ressentir par les données suivantes. Les fermes d'Etat qui exploitaient sur 14 pour cent des labours disposaient en 1961 48 pour cent des fonds fixes à destination agricole. Par contre, les coopératives de productions agricoles qui exploitaient sur 80 pour cent des labours, ne disposaient que 42 pour cent des fonds fixes destinées à l'agriculture en même année. Le niveau de la mécanisation lors de la récolte des céréales était déjà dans les fermes d'Etat de 97,4 pour cent alors que dans les coopératives il n'était que de 53,3 pour cent.

² La travail effectué par les membres des coopératives de production au sein des exploitations collectives était évalué par le système jour-travail.

Le jour-travail est un indice qui définit le dénominateur des différents travaux selon leur degré de difficulté de qualification et d'importance. En fonction du travail effectué dans l'exploitation collective et catégorisé selon les points de vue indiqués, le membre reçoit une quantité différente de jours-travail après avoir effectué une unité de ce travail. A la fin de l'année, lors de la répartition de revenu, il en bénéficie au prorata du nombre des jours-travail effectués au cours de l'année.

Le revenu commun divisible était la partie dite du "reste". Le décret-loi N° 9 de l'an 1959 qui réglementait les rapports de l'organisation et de la gestion des coopératives de production, déterminait l'ordre de suite de la répartition du revenu de la manière suivante: „Le revenu restant après l'accomplissement — des obligations envers l'Etat et des autres obligations, ainsi qu'après la satisfaction des fonds devra être réparti de manière que les membres et les membres de famille en obtiennent leur part à la base de leur travail, proportionnellement aux unités de travail — jour accomplies." Les coopératives de production agricole auraient pu s'acquiescer un revenu en argent par la vente de leurs produits. Cependant, elles ne pouvaient vendre leurs produits qu'exclusivement à l'Etat sous la forme de contrats d'achats. Les prix de l'achat étaient fixés unilatéralement par l'Etat, notamment de la manière que nous avons déjà indiquée, c'est-à-dire les prix ne contenaient pas le revenu nécessaire au remplacement des moyens fixés et de roulement, au développement de la production, en même temps les prix ne contenaient pas les frais de travail alloués à la production des produits.

Les revenus en argent minimum versés aux coopératives de production devaient être dépensés pour payer les impôts et accumuler les fonds dormants en argent, c'était donc le revenu restant après ces opérations qui pouvait être réparti parmi les membres. Cette forme de la participation au revenu était appelée "principe du reste". La position de propriétaire de groupe des membres des coopératives de production s'exprime donc par le principe du reste".

Cette position de propriétaire de groupe avait été catégoriquement soulignée par la réglementation du droit des coopératives, par la théorie de l'économie et du droit, ainsi que par les prises de position politiques suivant avec attention la gestion des coopératives de production. La presse économique et politique s'occupant des coopératives de production avait pour ainsi dire suggéré à l'opinion publique politique les corrélations existant entre les décisions de propriétaire autonomes prises par les membres coopératives de production agricole et le port des risques pour les résultats de l'exploitation de celles-ci. Cette corrélation est contenue d'une manière fort illustrative par la disposition du décret-loi N° 7 de l'an 1977 sur les compétences et attribution des assemblées générales.

³ L'essentiel de la modification est que le revenu individuel des membres des coopératives de production fut divisé en deux parties. Une partie était la rémunération du travail gratifiée et versée au cours de l'année en continu, dans sa partie majeure en argent comptant, l'autre était la participation en fin d'année payée en fonction de l'évolution du revenu brut de la coopérative. Par conséquent, le fonds de participation comprenait deux parties: le fonds de la rémunération du travail et la participation en fin d'année 80 pour cent du revenu individuel prévu pouvaient être payés en tant que rémunération du travail, proportionnellement au travail fait continuellement. La participation en fin d'année pouvait être supérieure ou inférieure aux 20 pour cent du revenu prévu.

Dans le cadre d'un tel système de la répartition du revenu s'exprimait la double qualité des membres des coopératives de production: ils étaient à la fois les ouvriers, et les propriétaires des coopératives de production: ils sont les ouvriers, et les propriétaires des coopératives de production. Les décisions relatives à la répartition du revenu et à la rémunération du travail furent renvoyées par la loi 111 de l'an 1967 à la compétence exclusive de l'assemblée générale.

THE RELATION OF THE LEGAL STATUS AND ENTERPRISE CHARACTER OF THE AGRICULTURAL CO-OPERATIVES

(The "enterprise" character of the agricultural co-operatives)

Prof. DR. MÁRTA SÜVEGES

Faculty of Legal and Administrative Sciences, ELTE

The author examines the appearance of the enterprise character of agricultural co-operatives in three development stages.

The first development stage has started in the early fifties and lasted until 1967. In this stage the agricultural co-operatives have differed from the state enterprises in both their legal status and their economic operative principles. The agricultural co-operatives were neither legally, nor economically state enterprises; they could not be owners of the means of

production required to the enterprise operation, they did not keep records on the costs of production, their products were purchased by the state on a price, which was less than the costs of production; the share of the members on their work was not guaranteed, they have not enjoyed the social security and pension rights. *In this period the ownership status of members was strongly emphasized.*

The political economics and the legal sciences stressed a great deal the group character of co-operative ownership and the independence of co-operative management.

The second development period has started in 1967 and finished in 1977. The economic management reform introduced in 1967 has caused great changes in the field of economy at the operations of the co-operatives; the co-operative could acquire the ownership of the necessary equipment, the purchase price of agricultural products were rising; the guaranteed monthly income was ensured for the members and they got the right to social security insurance and pension. *In that period the enterprise character of the co-operative has started to appear.* However, the difference between the legal status of the co-operative and the state enterprise remained unchanged.

In 1977, in the first year of the third development period, the agricultural co-operative law, which was enacted in 1967, has been modified. The legal status of the co-operative becomes more and more similar to the legal status of the state enterprise. The economic reasoning of the narrowing of the status: in 1977 the income level of co-operative members has reached the level of the enterprise employee incomes. The modification of the enterprise law (1984) eliminates even more the difference between the legal status of the two: it makes possible that some types of state enterprises receive co-operative organisational form. However, these "enterprises with co-operative legal form" remain further in state ownership.

UNTERSUCHUNG DES RECHTLICHEN STATUS UND DES INDUSTRIELLEN CHARAKTERS DER LANDWIRTSCHAFTLICHEN PRODUKTIONSGENOSSENSCHAFTEN

DR. MARTA SÜVEGES

Dozent

Staats- und Rechtswissenschaftliche Fakultät der Eötvös-Loránd-Wissenschaftlichen Universität

Die Autorin untersucht die Ausbildung des Unternehmenscharakters der landwirtschaftlichen Produktionsgenossenschaften in drei Entwicklungsabschnitten.

Der erste Entwicklungsabschnitt beginnt Anfang der 1950-iger Jahre und endet 1967. In diesem Zeitraum unterschieden sich die landwirtschaftlichen Genossenschaften in Bezug auf den rechtlichen Status sowie ihr wirtschaftliches Funktionsprinzip wesentlich von den staatlichen Unternehmen. Die landwirtschaftlichen Genossenschaften waren weder in rechtlichen noch in wirtschaftlichen Sinn Unternehmen; sie konnten nicht Eigentümer der zur Unternehmenswirtschaftsführung nötigen Produktionsmittel sein; sie registrierten nicht die Kosten der Produktion; ihre Erzeugnisse wurden von Staat zu einem Preis unter den Produktionskosten aufgekauft; die Gewinnbeteiligung der Mitglieder entsprechend ihrer Arbeit wurde nicht garantiert; sie genossen nicht das Kranken- und Rentenversicherungsrecht. *In diesem Zeitraum wurde der Eigentumsstatus der Mitglieder stark betont.* Die Politische Ökonomie, die Rechtswissenschaft legte großes Gewicht auf den Gruppencharakter des genossenschaftlichen Eigentums und auf die Selbständigkeit der genossenschaftlichen Wirtschaft.

Der zweite Entwicklungsabschnitt beginnt im Jahre 1967 und dauert bis 1977. Die 1967 geplante Wirtschaftsreform verursachte auf wirtschaftlichem Gebiet große Veränderungen in der genossenschaftlichen Wirtschaft; die Genossenschaft konnte das für sie nötige Eigentum an Produktionsmitteln erwerben; der Aufkaufspreis der landwirtschaftlichen Produkte wurde erhöht; den Mitgliedern wurde ein garantiertes monatliches Einkommen gesichert; sie bekamen das Recht der Kranken- und Rentenversicherung. *In diesem Zeitabschnitt begann sich der Unternehmenscharakter der landwirtschaftlichen Produktionsgenossenschaften auszubilden.* Der Unterschied des rechtlichen Status zwischen den Genossenschaften und staatlichen Unternehmen blieb weiterhin erhalten.

1977 – im ersten Jahr des dritten Entwicklungsabschnittes – wurde das im Jahre 1967 in Kraft getretene „Gesetz der landwirtschaftlichen Produktionsgenossenschaften“ geändert. Der rechtliche Status der Genossenschaften wurde dem rechtlichen Status der staatlichen Unternehmen immer mehr angenähert. Wirtschaftliche Begründung der Annäherung des Status: 1977 erreichte das Einkommensniveau der Genossenschaftsmitglieder die Höhe der Arbeitslöhne der Werktätigen staatlicher Unternehmen. Die im Jahre 1984 erschienen Änderung des Gesetzes über die „Unternehmen“ verringert den Unterschied zwischen den rechtlichen Status immer mehr: es ermöglicht einigen Typen von staatlichen Unternehmen, eine genossenschaftliche Organisationsform anzunehmen. Diese Unternehmen mit „genossenschaftsrechtlicher“ Form bleiben aber auch *weiterhin in staatlichem Eigentum*.